



Communiqué de presse – 22 novembre 2016

## **Les entreprises européennes du secteur de l'énergie appellent les responsables politiques européens à émettre sur le marché du carbone un puissant signal prix**

**Aujourd'hui, les PDG de six énergéticiens européens de premier plan (Centrica, CEZ, ENGIE, Fortum, Iberdrola et Innogy) représentant l'initiative Magritte<sup>1</sup> se sont réunis au Parlement européen à Strasbourg pour demander une réforme plus ambitieuse du marché du carbone (Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne ou « SEQE-UE »). Ils ont organisé une audition publique avec des membres du Parlement européen.**

Ces énergéticiens ont accueilli favorablement la ratification de l'Accord de Paris et son entrée en vigueur avant la COP22, démontrant une fois de plus le rôle de leader de l'UE dans la lutte contre le changement climatique. Il s'agit maintenant pour celle-ci de transposer ses engagements climatiques à long terme (réduction de 80-95 % des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050) en mesures concrètes pour adapter le SEQE-UE aux objectifs définis lors de la COP21.

Bien que favorablement accueillie, la réforme proposée par la Commission ne sera pas suffisante pour respecter les objectifs ambitieux européens de baisse d'émissions de CO<sub>2</sub> et assurer la transition vers des technologies bas carbone. Le bon fonctionnement du SEQE-UE est essentiel pour opérer une transition énergétique rentable, en envoyant au secteur privé des signaux prix clairs et forts pour les inciter à investir dans les technologies à faible émission ou sans émission de carbone.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que le secteur européen de l'énergie devra investir près de 2 500 milliards de dollars entre 2015 et 2040 pour atteindre ses objectifs climatiques. Il représente en effet presque 60 % des émissions de gaz à effet de serre couvertes par le SEQE-UE.

Les responsables politiques ne doivent pas se contenter des mesures mises en œuvre pour renforcer le SEQE (gel des quotas/réserve de stabilité du marché) et des propositions examinées à l'heure actuelle. La négociation de la « phase 4 » (2021-2030) du système est l'occasion idéale pour redresser le marché européen du carbone.

La réparation du SEQE-UE exige de combiner mesures à long terme et mesures à court terme, car aucune ne saurait isolément régler le problème. Outre les textes en cours d'examen, de nouvelles initiatives devront voir le jour afin de :

- Consolider la structure du marché du carbone et restaurer la confiance des investisseurs en leur garantissant visibilité et prévisibilité ;
- Émettre de puissants signaux prix sur le marché : augmenter suffisamment les prix du CO<sub>2</sub> pour libérer pleinement le potentiel de décarbonisation du secteur de l'énergie à l'avenir.

Il convient de privilégier les mesures européennes au détriment des initiatives nationales isolées, qui nuisent au SEQE et à l'équité au sein de l'Union.

Enfin, il s'agira d'ajouter aux propositions des dispositions visant à éviter les fuites de carbone, pour préserver la compétitivité des industries européennes exposées au commerce international.

---

<sup>1</sup> Depuis sa création en mai 2013, le Groupe Magritte dresse son bilan de la situation du climat et de l'énergie en Europe. Les PDG des dix entreprises du Groupe entendent alimenter le débat au moyen de propositions constructives et notamment de solutions concrètes destinées à redynamiser la politique européenne en matière d'énergie et de climat.